
Comment redresser les services publics ?

Le Front National promeut une politique crédible et cohérente de redressement du service public pour contrer la politique destructrice de l'UMPS.

L'UMP et plus encore le PS, nous parlent régulièrement des services publics, qu'ils prétendent vouloir protéger.

Ces deux partis, successivement au pouvoir ces dernières décennies, ont pourtant porté un coup très grave aux services publics français à travers deux mouvements qui se poursuivent aujourd'hui :

➡ En soutenant « **la concurrence libre et non faussée** » et **la libéralisation des services publics, conséquence des Traités européens et des directives qui en découlent**, défendus en intégralité par l'UMP comme par le PS (points 1 et 2) ;

➡ En **privatisant les entreprises de service public dans tous les secteurs. Il faut noter que les gouvernements de gauche ont autant privatisé que les gouvernements de droite** (point 3).

UMP et PS sont donc très mal placés pour donner des leçons en matière de défense des services publics.

Quant au consommateur, il n'a en rien profité de cette évolution : l'accaparement des secteurs rentables par le privé ne s'est pas traduit par une baisse des prix, au contraire. La qualité du service s'est fortement dégradée.

Seul le Front National a eu la lucidité de combattre la libéralisation prévue par les Traités européens. **Le FN promeut par ailleurs des services publics dignes de ce nom**, portés par un Etat fort, stratège, protecteur et solidaire (point 4). Ses propositions forment un projet cohérent.

1• UMP et PS ont soutenu le délitement des services publics inscrit dans les Traités européens

Acte Unique (1986), Traités de Maastricht (1992), d'Amsterdam (1997), de Nice (2000), Constitution européenne (2005), rebaptisée Traité de Lisbonne (2008) : le PS et l'UMP ont voté sans exception l'intégralité des Traités européens.

Ces Traités s'organisent autour d'un principe central : la « concurrence libre et non faussée », qui imprègne toutes les politiques économiques et sociales, y compris en matière de services publics, baptisés « services d'intérêt économique général (SIEG) » dans les Traités.

Les Traités européens prévoient ainsi explicitement la « *concurrence libre et non faussée* », et notamment l'application de ce principe aux entreprises (art. 101 à 109 du Traité sur le Fonctionnement de l'UE, ou TFUE) ainsi que l'interdiction des aides publiques « *sous quelque forme que ce soit qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions* » (art. 107 TFUE).

La règle est donc la soumission à la concurrence. Les traités admettent la dérogation suivante : « *les entreprises chargées de la gestion de SIEG ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux règles des traités, notamment aux règles de la concurrence, dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie* » (art.106 TFUE). Mais cette dérogation trouve la limite suivante : « *le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de l'Union* ».

➔ **Au final, les Traités européens sont extrêmement clairs : la quasi-totalité des services publics sont susceptibles d'être libéralisés, ouverts à la concurrence, d'autant plus qu'ils obéissent, en parallèle, à la stratégie générale de libéralisation des services.**

Ainsi, l'article 60 du TFUE précise que « *Les États membres s'efforcent de procéder à la libéralisation des services au-delà de la mesure qui est obligatoire en vertu des directives arrêtées en application de l'article 59, paragraphe 1, si leur situation économique générale et la situation du secteur intéressé le leur permettent. La Commission adresse aux États membres intéressés des recommandations à cet effet* ».

On ne peut être plus clair.

La libéralisation des services publics, ce faisant la négation même du service public, fait partie de l'ADN de l'Union européenne.

PS et UMP ont soutenu ensemble l'intégralité de cette évolution.

2• Les directives européennes qui découlent des Traités : quand l'UMP et le PS soutiennent la mise à mort du service public

En votant les Traités européens, et donc les directives mises en place sur le fondement des Traités, UMP et PS ont permis la libéralisation de services publics essentiels, c'est-à-dire l'introduction de la concurrence dans des secteurs qui relevaient autrefois du service public.

Ce mouvement a débuté dans les années 1990, et continue de se déployer aujourd'hui (la dernière victime en date est le service postal).

Avec la libéralisation des services publics organisée par le PS et l'UMP, le gain en termes de pouvoir d'achat pour le consommateur est nul, alors que l'Etat perd une capacité de définition stratégique de la politique de la Nation, et que la qualité de service le plus souvent se dégrade.

Prenons 4 exemples de services publics laminés par les directives européennes issues des Traités :

1) La libéralisation des télécommunications

C'est en 1989, sous présidence française socialiste, que la décision d'une ouverture progressive à la concurrence a été prise concernant les télécommunications européennes. En 1993, la Commission européenne décide que les marchés européens des télécommunications devraient être totalement ouverts à la concurrence le 1^{er} janvier 1998. C'est la directive 90/388/CEE, amendée ensuite, qui fixe les principes de la libéralisation du secteur.

Un nouveau cadre européen a ensuite été adopté le 7 mars 2002. Il se traduit par cinq nouvelles directives de libéralisation.

2) La libéralisation du transport ferroviaire

La libéralisation du transport ferroviaire au sein de l'Union européenne a été initiée en 1991 par la directive 91/440. Elle fut ensuite développée à l'occasion d'une série de directives incluses dans les trois « paquets ferroviaires » (ensemble de directives).

L'ouverture à la concurrence s'est faite, comme pour d'autres secteurs, par étapes : en premier lieu, il y a eu obligation pour les États de libéraliser le transport ferroviaire international de marchandises, puis tout le transport ferroviaire de marchandises ainsi que le transport international de voyageurs.

En France, ces ouvertures successives ont été transposées par des lois datant respectivement de 2003, 2005 et 2008 (présidences de Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy). En pratique, la concurrence a débuté pour le fret international en 2005 et pour le fret national en 2006. Le transport ferroviaire international de voyageurs est ouvert à la concurrence depuis décembre 2009 dans notre pays.

3) La libéralisation de l'électricité et du gaz

Le processus d'ouverture des marchés de l'électricité et du gaz a commencé en Europe en 1999, en application de directives de 1996 et 1998. Dans un premier temps, cette ouverture n'a concerné que les professionnels.

En France, l'ouverture aux gros consommateurs a eu lieu dès 1999, sous le mandat de Lionel Jospin, et le 1^{er} juillet 2004 pour l'ensemble des professionnels. Des directives de 2003 ont organisé la libéralisation du secteur de l'électricité et du gaz concernant les particuliers.

En France, les dispositions de ces directives autres que celles d'application directe sont transposées essentiellement par la loi du 10 février 2000 (Lionel Jospin Premier ministre), la loi 3 janvier 2003 et la loi du 9 août 2004 (Jean-Pierre Raffarin Premier ministre).

4) La libéralisation de la Poste

En 1989, un premier projet de directive européenne sur la libéralisation des services postaux est lancé, sous présidence socialiste française.

La première directive postale européenne date de 1997. Elle prévoit une libéralisation progressive du secteur postal. Elle sera transposée en droit français en 1999 (Lionel Jospin Premier ministre) et organise la libéralisation des courriers supérieurs à 350 grammes.

La deuxième directive sur la libéralisation du service postal date de 2002. Selon cette nouvelle directive, les États membres doivent ouvrir à la concurrence les envois de courrier dont le poids est inférieur à 100 grammes, et ceux dont le poids est inférieur à 50 à partir du 1^{er} janvier 2006.

Au départ prévue au 1^{er} janvier 2009, la suppression du monopole du courrier de moins de 50 grammes a eu lieu le 31 décembre 2010.

3• Les gouvernements PS et UMP ont largement privatisé les services publics : le désengagement de l'Etat

Quelques privatisations d'entreprises du service public durant le mandat de Premier ministre de Lionel Jospin (1997-2002) :

- Air France, 1999 : ouverture du capital (Dominique Strauss-Kahn est alors ministre de l'économie et des finances)
- Autoroutes du Sud de la France, 2002 : ouverture du capital (à noter que Jean-Luc Mélenchon est alors ministre de Lionel Jospin)
- France Télécom, 1997 puis 1998 : ouverture du capital

Les privatisations continuent sous les présidences de Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy :

- France Télécom, 2004 : l'Etat devient minoritaire
- Air France, 2004 : l'Etat devient minoritaire
- Sociétés d'autoroutes, 2005 et années suivantes : privatisations achevées par Jean-Pierre Raffarin et Dominique de Villepin
- EDF, 2005 : ouverture du capital
- Gaz de France, 2008 : fusion avec Suez, l'Etat devient minoritaire au sein du groupe
- La Poste, 2010 : transformation en Société Anonyme, préalable nécessaire à l'ouverture du capital

4• La libéralisation des services publics a eu des effets catastrophiques en France et à l'étranger

La libéralisation du service postal a déjà eu des effets délétères dans d'autres pays européens.

Ainsi, depuis 2007 en Espagne, la société Correos ne distribue plus le courrier aux habitations situées à plus de 250 mètres d'une voie principale.

Combien de Français, souvent âgés, vivant à la campagne devront faire des kilomètres chaque jour pour relever leur boîte postale ?

La privatisation de British Rail fut mise en œuvre en 1993 par le gouvernement conservateur de John Major qui fit adopter une loi sur les chemins de fer, le Railways Act. L'ensemble des activités furent éclatées et vendues à de nombreuses sociétés. Le gouvernement travailliste élu en 1997 trahit ses premiers engagements de maintenir le chemin de fer dans le secteur public. A l'inverse, il conserva la nouvelle organisation, achevant même le processus en procédant aux dernières ventes.

Les effets de cette privatisation furent catastrophiques (dégradation du service au client, pas d'amélioration de la ponctualité), et surtout multiplication des accidents graves dans les années suivant la privatisation (Southall en 1997 causant 7 morts et 139 blessés, Ladbroke Grove en 1999, Hatfield en 2000, Potters Bar en 2002 et déraillement du Londres / Glasgow en 2007, causant un mort et plusieurs blessés).

La situation est si catastrophique qu'en 2009 le Premier ministre anglais, Gordon Brown, a annoncé la reprise par l'Etat, pour une durée d'un an, de l'exploitation de la plus importante ligne de chemin de fer britannique, la ligne Londres-Edimbourg.

En France, la vente à bas coût au secteur privé des sociétés d'autoroute sous Lionel Jospin et les gouvernements UMP, a entraîné une très forte hausse du tarif des péages, comprise entre 10 et 18% (soit deux fois l'inflation), dans l'opacité la plus totale. Ces sociétés dégagent des bénéfices très élevés alors même que les usagers se retrouvent contraints de payer deux fois !

5 • Le redressement des services publics au cœur du projet du Front National

Contrairement à l'UMP et au PS, favorables au service public dans les discours mais le détricotant dans les actes et les votes, le Front National s'engage résolument pour les services publics.

En cohérence avec cet engagement, il prône une renégociation radicale des Traités européens sur ces points (entre autres), pour mettre fin au dogme suicidaire de « la concurrence libre et non faussée », et l'obligation de libéralisation des services publics qui en découle. Si cette renégociation n'est pas possible, il assumera au pouvoir ses responsabilités en organisant une sortie progressive de la France de l'Union européenne.

Dans l'immédiat, il demande un gel de l'application des directives européennes relatives à la libéralisation du service public (concernant notamment le service postal. La Poste est essentielle à la vie de notre pays et des Français en ville et à la campagne).

Les ouvertures de capital et privatisations d'entreprises de service public doivent aussi être gelées.

Le Front National considère qu'un Etat fort a vocation à être le garant des services publics :

- ➔ **Etat stratège, il doit être propriétaire exclusif des entreprises stratégiques de service public**, dans le domaine de l'énergie et des transports notamment ;
- ➔ **Etat protecteur, il doit assurer le principe de continuité territoriale**, qui veut qu'aucune zone du territoire national en métropole et en outre-mer et qu'aucun n'échappe au service public, dans tous les secteurs (transports, énergie, poste, télécommunications, etc.). Chaque Français a droit au service public, quel que soit son lieu d'habitation ;
- ➔ **Etat solidaire, il doit limiter les hausses de tarifs** et permettre l'accès de tous les Français aux services publics essentiels. L'explosion des tarifs ces dernières années est inadmissible.
- ➔ **Enfin, il doit stimuler la modernisation du service public, les gains de compétitivité, la qualité et l'innovation.**